

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 22/07/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/07/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MOULIN WAAST**

40 rue du Moulin  
59246 Mons-En-Pévèle

Références : -  
Code AIOT : 0007003178

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2026 dans l'établissement MOULIN WAAST implanté 400 rue du Moulin 59246 Mons-en-Pévèle. L'inspection a été annoncée le 17/06/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à l'inspection du 30 juin 2021, la société Moulin WAAST a été mise en demeure le 10 janvier 2022 de respecter, dans un délai de 5 mois, les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 février 2010 relatif à la prévention des risques accidentels des installations de broyage pour son établissement de Mons-en-Pévèle.

Une autre inspection a été réalisée, le 15 octobre 2024, afin de statuer sur les suites à donner à cette proposition. À l'issue de cette inspection, la société Moulin WAAST a été mise en demeure le 2 décembre 2024 de respecter, dans un délai de 10 mois, les dispositions de l'arrêté ministériel du

18 février 2010 relatif à la prévention des risques accidentels des installations de broyage.

Une nouvelle inspection a eu lieu 07 juillet 2026 afin notamment de statuer sur les suites à donner à cette mise en demeure.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MOULIN WAAST
- 400 rue du Moulin 59246 Mons-en-Pévèle
- Code AIOT : 0007003178
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Moulin WAAST est une entreprise familiale fondée en 1896 par Henri Waast. Elle est spécialisée dans la mouture de céréales. Différentes variétés de céréales sont travaillées sur le site afin de produire des farines diverses et variées.

L'établissement est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation et régulièrement autorisée par arrêté préfectoral du 24 mars 2006. Les activités du site relèvent du régime de l'autorisation sous la rubrique 2260 (broyage, concassage, criblage... de substances végétales) pour une puissance installée de 1 004 kW et de la déclaration sous la rubrique 2220 (conservation de produits alimentaires d'origine végétale par cuisson, appertisation, etc.) pour un tonnage journalier traité compris entre 2 et 10 tonnes.

Le classement administratif du site a été mis à jour par arrêté préfectoral complémentaire du 16 avril 2014.

Depuis, la nomenclature ICPE a évolué. Le site est soumis au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2260 et à déclaration pour la rubrique 2220.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                           | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Récolement mise en demeure                                  | Arrêté Préfectoral du 02/12/2024, article 2    | Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure                                                           | 2 mois                |
| 3  | Risque foudre                                               | Arrêté Préfectoral du 05/04/2006, article 29.1 | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 4  | PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES | Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 11   | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |

| N° | Point de contrôle                            | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
|    | DE PROTECTION                                |                                                |                                                                                                                            |                       |
| 7  | Relevé                                       | Arrêté Préfectoral du 24/03/2006, article 8.3  | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 8  | Plan des réseaux                             | Arrêté Préfectoral du 24/03/2006, article 9.2  | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 9  | Confinement                                  | Arrêté Préfectoral du 24/03/2006, article 10.2 | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 10 | Identification et localisation des effluents | Arrêté Préfectoral du 24/03/2006, article 12.1 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                         | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|---------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Dispositions                                                              | Arrêté Préfectoral du 16/04/2014, article 2   | Sans objet        |
| 5  | PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE PROTECTION | Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 15  | Sans objet        |
| 6  | Origine de l'approvisionnement en eau                                     | Arrêté Préfectoral du 24/03/2006, article 8.1 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site présente une problématique centrale en matière de maîtrise des risques industriels, particulièrement s'agissant de la prévention des explosions et incendies (conformité des installations électriques en zones ATEX, prévention des risques liés à l'électricité statique et aux courants vagabonds, et protection contre la foudre).

La mise en demeure de décembre 2024, relayée par l'annonce de la présente visite d'inspection, a conduit l'exploitant à engager plusieurs démarches (étude de dangers, sollicitation d'un organisme compétent pour avis, analyse du risque foudre) qui ne sont pas abouties à la date de l'inspection. Par ailleurs, la gestion des eaux et des effluents souffre de lacunes significatives : absence de suivi de la consommation d'eau et du registre associé, défaut de plan des réseaux à jour, et incertitudes quant à la conformité du dispositif de confinement et à l'identification des eaux susceptibles d'être polluées en cas d'accident ou d'incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 16/04/2014, article 2

**Thème(s) :** Autre, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

Les prescriptions de l' article 1.1 de l' arrêté préfectoral du 24 mars 2006 sont abrogées et remplacées par :

La Société MOULINS WAAST dont le siège social est situé 400 rue du Moulin - 59246 MONS-EN-PEVELE est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté , à exploiter sur le territoire de la commune de MONS-EN-PEVELE, les installations suivantes :

| Référence des unités                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | Caractéristiques                                                                                                        | Rubrique de classement | AS-A-D-NC |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-----------|
| Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, blutage, mélange, épluchage et décortication de substances végétales et de tous produits organiques naturels à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1) supérieure à 500 kW. | La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation est de 1 004 kW. | 2260.1                 | A         |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                      |        |   |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--------|---|
| Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc. ; à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et de légumes, la quantité de produits entrent étant : 2) supérieure à 2 tonnes/jour, mais inférieure ou égal à 10 tonnes/jour. | La quantité de produit traitée par jour étant de moins de 10 tonnes. | 2220.2 | D |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--------|---|

#### Constats :

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'évaluer la puissance réelle des machines relevant de la rubrique 2260. Il a cependant indiqué disposer d'un contrat EDF d'une puissance souscrite de 450 kW, avec un historique de consommation moyen d'environ 400 kW.

Au vu de ces données, le site pourrait relever du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2260.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Récolement mise en demeure

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/12/2024, article 2

**Thème(s) :** Autre, Mise en demeure

#### Prescription contrôlée :

La société MOULINS WAAST, exploitant une installation de collecte de céréales, de transformation et de stockage de farines situé 400 rue du moulin sur la commune de 59246 MONS-EN-PÉVÈLE est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2, 3 et 11 de l'arrêté ministériel du 18 février 2010 en transmettant à l'inspection de l'environnement dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté les éléments suivants :

- une étude de danger définissant les mesures techniques et organisationnelles propres à réduire la probabilité d'occurrence, la cinétique, l'intensité des effets et la gravité des conséquences des accidents potentiels ;
- le plan de formation formalisé du personnel relatif à la maîtrise des risques d'explosion de poussières ;
- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ainsi que sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé en zones ATEX.

#### **Constats :**

L'exploitant a fourni une étude de dangers réalisée par la société 2LCA en décembre 2025. Celle-ci fera l'objet d'une instruction par l'Inspection des installations classées.

Une formation de base ATEX d'une durée de 1 h 30 a également été mise en place à destination du personnel. Selon l'exploitant, cette formation est en cours de déploiement (juillet 2026). À ce jour, seuls certains agents l'ont suivie.

Par ailleurs, au moment de l'inspection, l'exploitant n'avait pas sollicité d'organisme compétent pour obtenir un avis sur :

- les mesures de prévention des risques liés à l'électricité statique et aux courants vagabonds ;
- la conformité des installations électriques et du matériel utilisé en zones ATEX.

Cependant, l'exploitant a précisé, lors de la visite d'inspection, avoir contacté la société APAVE afin de prendre les dispositions nécessaires pour la réalisation de ces études. Ultérieurement, l'exploitant a transmis à l'Inspection les contrats de prestations signés auprès d'APAVE pour les missions suivantes :

- analyse du risque foudre ;
- examen de l'adéquation des matériels implantés en zone ATEX ;
- analyse, diagnostic et propositions de remédiation concernant l'électricité statique.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection les rapports concernant l'ensemble de ces missions. De plus, l'exploitant doit veiller à ce que l'ensemble du personnel concerné reçoive la formation ATEX actuellement en cours de déploiement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure

**Proposition de délais :** 2 mois

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2006, article 29.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Protection contre la foudre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées au premier alinéa du présent article fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l' article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place.</p> <p>Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.</p> <p>[...]</p>     |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Une analyse du risque foudre datée du 15 janvier 2008 est annexée à l'étude des dangers fournie par l'exploitant. Cette analyse conclut que, pour l'ensemble des structures étudiées, le risque calculé (R1 - perte de vies humaines) est supérieur au risque tolérable.</p> <p>Par ailleurs, il est mentionné qu'un incident lié à la foudre a endommagé la box Internet, ce qui confirme la vulnérabilité de l'installation aux surtensions.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé d'autres analyses du risque foudre depuis 2011, y compris après la construction du nouveau bâtiment de stockage. Cependant, l'exploitant a précisé, durant la visite d'inspection, avoir contacté la société APAVE afin de prendre les dispositions nécessaires pour la réalisation de cette étude. Ultérieurement, l'exploitant a transmis à l'Inspection le contrat de prestation signé auprès d'APAVE pour la réalisation d'une analyse du risque foudre.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection le rapport concernant l'analyse du risque foudre et mettre en œuvre toute recommandation ou observation nécessaire à la mise en conformité du site.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                      |

#### N° 4 : PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE PROTECTION

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 11                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Prévention des risques d'explosion et d'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li> <li>• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Un programme de maintenance est mis en place, permettant de prévenir les sources d'inflammation d'origine mécanique.</p>                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré ne pas avoir sollicité d'organisme compétent afin d'obtenir les rapports concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les mesures de prévention des risques liés à l'électricité statique et aux courants vagabonds ;</li> <li>• la conformité des installations électriques et du matériel utilisé en zones ATEX.</li> </ul> <p>Cependant, l'exploitant a précisé avoir contacté la société APAVE afin de prendre les dispositions nécessaires pour la réalisation de ces études. Ultérieurement, l'exploitant a transmis à l'Inspection le contrat de prestation signé auprès d'APAVE pour la réalisation des études demandées.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a fourni les derniers rapports de vérification des installations électriques (Q18), datés du 25 novembre 2025. Ces rapports mentionnent des observations récurrentes non résolues ainsi que de nouvelles observations.</p> <p>Enfin, l'exploitant a également fourni les rapports de thermographie (Q19), datés du 22 octobre</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2025, qui ne révèlent aucune anomalie.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'Inspection demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> <li>transmettre les rapports d'études portant sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>les mesures de prévention des risques liés aux effets de l'électricité statique et aux courants vagabonds ;</li> <li>la conformité des installations électriques et du matériel utilisé en zones ATEX ;</li> </ul> </li> <li>mettre en place et fournir un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions des rapports ;</li> <li>établir un programme de maintenance visant à prévenir les sources d'inflammation d'origine mécanique.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

#### N° 5 : PREVENTION DES RISQUES D'EXPLOSION ET D'INCENDIE ET MESURES DE PROTECTION

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Poussières                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tous les locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.<br>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.<br><br>[...]<br><br><b>Constats :</b><br><br>Les locaux visités lors de l'inspection présentent un état de propreté satisfaisant. Aucun empoussièrement excessif n'a été constaté dans les locaux de production.<br><br>L'exploitant indique que ces locaux font l'objet d'un nettoyage au minimum une fois par prise de poste.<br><br>Par ailleurs, l'Inspection a vérifié et constaté la présence d'un registre de nettoyage, tenu à jour au niveau du trieur optique. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 6 : Origine de l'approvisionnement en eau**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/03/2006, article 8.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvements et consommation d'eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau d'eau public de la ville de MONS EN PEVELE.<br><br>La consommation d'eau annuelle est de 100 m <sup>3</sup> .<br><br>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite d'inspection, la consommation d'eau de l'établissement n'a pu être vérifiée.<br><br>L'exploitant a fourni sa dernière facture d'eau, couvrant la période du 29/10/2025 au 09/04/2026 (soit environ 6 mois). Celle-ci indique une consommation de 100 m <sup>3</sup> sur la période concernée.                                                   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'Inspection rappelle à l'exploitant que la consommation d'eau annuelle est fixée à 100 m <sup>3</sup> , et lui demande de mettre en place les mesures nécessaires pour respecter cette limite. A défaut, il lui revient de solliciter M le préfet pour modifier ce seuil.                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

**N° 7 : Relevé**

|                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/03/2006, article 8.3                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Prélèvements et consommation d'eau                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.           |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que l'installation est équipée d'un compteur d'eau. Cependant, il précise : <ul style="list-style-type: none"><li>• ne pas effectuer de relevé hebdomadaire de ce compteur ;</li></ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>ne pas tenir de registre des relevés.</li> </ul> <p>La consommation d'eau est uniquement suivie à partir des données figurant sur les factures d'eau (fournisseur : Noréade).</p>                                                                              |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place un relevé hebdomadaire de la consommation d'eau ;</li> <li>Tenir à jour un registre consacré à ces relevés.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                 |

#### N° 8 : Plan des réseaux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/03/2006, article 9.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Plan des réseaux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards, les avaloirs, les postes de relevage, les postes de mesure, les vannes manuelles et automatiques.</p> <p>Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi qu'à celle des services d'incendie et de secours.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas pu fournir de plan des réseaux.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection un plan des réseaux à jour.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

#### N° 9 : Confinement

|                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/03/2006, article 10.2 |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Confinement des effluents                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                 |

Le réseau de collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées doit être aménagé et raccordé à un bassin tampon équipé d'un déshuileur débourbeur permettant de limiter le débit de rejet à 2 l/ha/s.

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans une zone de confinement. Le volume minimal de cette zone est de 260 m<sup>3</sup>.

Les eaux doivent s'écouler dans ce confinement par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce confinement doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement ou à partir d'un poste de commande.

#### **Constats :**

Lors de la visite, l'Inspection a observé la présence d'un débourbeur-déshuileur, mais n'a pas pu en vérifier l'état intérieur.

Un bassin de rétention est présent sur le site. Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure d'en préciser avec certitude le fonctionnement ni l'origine des eaux qui l'alimentent.

Par ailleurs, aucun dispositif de confinement des eaux potentiellement polluées n'a été identifié lors de l'inspection. L'exploitant indique ne pas avoir connaissance d'un tel dispositif.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection demande à l'exploitant de :

- Fournir la preuve de l'existence d'une zone de confinement dédiée aux eaux susceptibles d'être polluées, ou de mettre en place un dispositif de confinement efficace, opérationnel en toutes circonstances ;
- Préciser l'origine des eaux alimentant le bassin de rétention et, le cas échéant, justifier leur conformité avec les exigences réglementaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 10 : Identification et localisation des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/03/2006, article 12.1

**Thème(s) :** Autre, Rejet eau

**Prescription contrôlée :**

[...]

- Rejet n°1 : les eaux exclusivement pluviales et non susceptibles d'être polluées. Ces eaux rejoignent, après passage par un débourbeur déshuileur, le réseau d'eau pluviale de la ville de MONS EN PEVELE ;

[...]

**Constats :**

Lors de la visite, l'Inspection a observé un débourbeur-déshuileur, mais n'a pas pu vérifier son état intérieur.

L'exploitant a transmis ultérieurement un devis concernant l'entretien du débourbeur-déshuileur.

Par ailleurs, la destination des eaux pluviales de toiture, non susceptibles d'être polluées, n'a pas pu être déterminée avec certitude.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'Inspection demande à l'exploitant de fournir un plan des réseaux à jour, précisant notamment la destination des eaux pluviales de toiture pour l'ensemble du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois